CLUB ASIE
RÉSEAU AEGE

NUMÉRO 4 – Mars 2025

Newsletter

Sommaire

03
L'édito du coordo

04
L'image du mois

05
Le chiffre du mois / À ne pas manquer

06
Le fil rouge - Corée du Sud : Han Duck-soo rétabli, incertitude persistante

07
Politique intérieure - Philippines : arrestation de Rodrigo Duterte

08
Défense - Le piège d'AUKUS

10
Géopolitique - Chine, Russie et États-Unis : un triangle géopolitique sous tension

11
Diplomatie : La France en Asie

12
Économie - Les prémices d'un « espace Schengen » en Asie centrale ?

Bonjour à tous,

En ce début du mois d'avril, nous vous proposons de revenir sur l'actualité récente de la zone Asie-Pacifique au niveau géopolitique, économique et sécuritaire.

Les **triangles géopolitiques** seront au centre de ce numéro après le récent sommet de Tokyo où se sont rendus les ministres des affaires étrangères chinois et sud-coréens. Côté chinois, le récent rapprochement entre Donald Trump et Vladimir Poutine pose question quant aux perspectives de la relation sino-russe.

Au rayon politique intérieure, nous poursuivons notre fil rouge sur **la situation en Corée du Sud,** plongée dans un flou politique depuis décembre dernier. Nous nous dirigerons aux **Philippines**, où quelques semaines à peine après la destitution de sa fille Sara Duterte, **l'arrestation de l'ancien chef de l'État, Rodrigo Duterte,** a secoué le pays.

Sur le volet militaire, les récents rebondissements dans l'affaire de la vente de sous-marins à l'Australie dans le cadre de l'alliance **AUKUS** feront l'objet d'une double-page dans cette édition.

Enfin, afin de n'éluder aucune région, nous irons en **Asie centrale** où analyserons les implications du récent **accord frontalier** signé entre le Tadjikistan et et le Kirghizstan.

Bonne lecture !

Quentin LEYS, coordinateur du Club Asie-Pacifique de l'AEGE 2024-2025

L'IMAGE DU MOIS

Rencontre trilatérale à Tokyo

Le 22 mars 2025, la 11e réunion trilatérale des ministres des Affaires étrangères de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud s'est tenue à Tokyo. Étaient présents Wang Yi, chef de la diplomatie chinoise, Takeshi Iwaya, ministre japonais des Affaires étrangères, et Cho Tae-yul, son homologue sud-coréen. Les discussions ont porté sur la coopération économique et la sécurité régionale. Séoul a exhorté Pékin à faire pression sur Pyongyang pour limiter son programme nucléaire et ses liens militaires avec la Russie. L'État nippon a, quant à lui, abordé les restrictions chinoises sur les importations de produits japonais après l'incident de Fukushima. Cette rencontre illustre les efforts de dialogue entre ces trois puissances malgré des différends persistants.

LE CHIFFRE DU MOIS

300 otages libérés au Pakistan

Le 11 mars 2025, des militants de l'Armée de libération du Baloutchistan (BLA) ont attaqué un train reliant Quetta à Peshawar, prenant en otage plus de 300 passagers. Après 30 heures de siège, l'armée pakistanaise est intervenue et a annoncé leur libération. Cette attaque illustre la montée en puissance de l'insurrection séparatiste dans cette région stratégique, clé du corridor économique Chine-Pakistan (CPEC). Les infrastructures chinoises et les travailleurs étrangers y sont régulièrement ciblés, mettant Islamabad sous pression pour renforcer la sécurité.

LE FAIT MARQUANT

Le Mékong sous emprise chinoise

Le Cambodge a lancé la construction du canal Funan Techo avec l'aide d'une entreprise chinoise. Ce projet, censé relier Phnom Penh à Sihanoukville, inquiète ses voisins et la population locale. Il pourrait renforcer la dépendance du Cambodge envers Pékin et perturber l'équilibre écologique du Mékong. Ce fleuve, vital pour plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, est déjà au cœur de tensions géopolitiques. Pékin cherche ainsi à consolider son influence économique et stratégique dans la région.

PAR CHLOÉ CHAUVINEAU ET LOUIS-MARIE DUPONT

CORÉE DU SUD : HAN DUCK-SOO RÉTABLI, INCERTITUDE PERSISTANTE

LOUIS EHR

Un revirement politique majeur

La Cour constitutionnelle sud-coréenne a annulé, ce lundi 24 mars, la destitution du Premier ministre Han Duck-soo, rétablissant ainsi son intérim à la présidence. Cette décision relance les tensions dans un pays plongé dans une crise politique sans précédent depuis la tentative avortée de coup de force du président Yoon Suk-yeol en décembre dernier.

Un gouvernement instable face à une guerre commerciale

Han Duck-soo, qui avait été suspendu fin décembre par le Parlement, a salué une "décision sage" et affirmé vouloir œuvrer à la stabilité du pays. Cette annonce intervient alors que Séoul se prépare à de nouvelles tensions économiques avec les États-Unis, où Donald Trump a annoncé une série de taxes ciblant les exportations sud-coréennes.

L'ombre de Yoon Suk-yeol plane toujours

Si le Premier ministre a retrouvé son poste, l'avenir de l'ancien président Yoon Suk-yeol reste incertain. Accusé d'insurrection après avoir tenté d'imposer la loi martiale en décembre, il attend le verdict de la Cour constitutionnelle, qui pourrait aboutir à une nouvelle élection présidentielle dans les 60 jours. Les partisans du président déchu, inspirés par le mouvement pro-Trump américain, multiplient les manifestations en brandissant drapeaux américains et slogans complotistes. Ce phénomène de "trumpisation" du camp conservateur traduit une polarisation politique exacerbée qui fragilise davantage la démocratie sud-coréenne.

La tension reste vive

Alors que le pays retient son souffle en attendant le verdict final sur Yoon Suk-yeol, la Corée du Sud se trouve à un tournant décisif. L'issue de cette crise politique déterminera non seulement la stabilité institutionnelle, mais aussi l'avenir des relations internationales du pays, en pleine tourmente économique et diplomatique.

PHILIPPINES : RODRIGO DUTERTE ARRÊTÉ ET REMIS À LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

LOUIS EHR

L'arrestation de l'ancien président philippin Rodrigo Duterte le 11 mars 2025 et son transfert à la Cour pénale internationale à La Haye marquent un moment clé dans la lutte contre l'impunité politique. Accusé de crimes contre l'humanité pour sa brutale guerre contre la drogue, Duterte devient le premier ancien chef d'État asiatique à être jugé par la CPI.

Un leader controversé face à la justice internationale

Duterte, aujourd'hui âgé de 79 ans, est soupçonné d'être directement responsable de la mort de milliers de personnes sous son mandat présidentiel (2016-2022), mais aussi lorsqu'il était maire de Davao. La CPI estime que sa campagne antidrogue a fait entre 12 000 et 30 000 victimes, exécutées de manière extrajudiciaire par la police et des escadrons de la mort.

Dans une vidéo publiée avant son arrivée aux Pays-Bas, Duterte a déclaré « assumer [ses] responsabilités » tout en dénonçant une « persécution politique ». Ses partisans, toujours nombreux aux Philippines, considèrent son arrestation comme un complot orchestré par l'actuel président Ferdinand Marcos Jr.

Une bataille judiciaire et politique explosive

Ce dossier judiciaire intervient en pleine lutte pour le pouvoir aux Philippines. La vice-présidente Sara Duterte, fille de l'ex-président, est actuellement visée par une procédure de destitution menée par des alliés de Marcos. Son soutien à son père en détention pourrait renforcer sa base politique, mais aussi fragiliser ses ambitions pour l'élection présidentielle de 2028.

Quelles conséquences pour les Philippines ?

L'arrestation de Duterte met en lumière les failles du système judiciaire philippin, souvent accusé de protéger les élites politiques. La CPI, qui a maintenu sa compétence malgré le retrait des Philippines en 2019, espère que ce procès fera jurisprudence et dissuadera d'autres dirigeants d'abuser de leur pouvoir.

Si certains voient en Duterte un martyr politique, d'autres saluent une avancée majeure contre l'impunité. Quoi qu'il en soit, son procès sera déterminant pour l'avenir des Philippines et la crédibilité de la justice internationale.

LE PIÈGE D'AUKUS

L'Australie fait face à une incertitude croissante concernant ses capacités de défense, notamment en ce qui concerne la livraison des sous-marins nucléaires promis par l'accord AUKUS avec les États-Unis et le Royaume-Uni. Quatre ans après la crise des sous-marins, le pays pourrait se retrouver sans les navires nécessaires pour renouveler sa flotte. Le manque de garanties sur les délais de livraison, couplé aux priorités internes des États-Unis et à la montée de la menace chinoise, met l'Australie dans une situation délicate. Cette incertitude remet en question les choix géopolitiques du pays et ses partenariats militaires à long terme.

NOAH LE ROY LIBERGE

Contexte : La crise des sous-marins et le rapprochement avec les États-Unis

En septembre 2021, l'Australie a signé l'accord AUKUS avec les États-Unis et le Royaume-Uni, marquant ainsi la fin d'un contrat de plus de 55 milliards d'euros avec la France pour la fourniture de douze sous-marins conventionnels Attack. Cette décision a provoqué une grave crise diplomatique, en particulier avec Paris, qui a vu dans cette annulation un « coup dans le dos ». Depuis, la France a revu sa stratégie dans la région indo-pacifique en diversifiant ses partenariats avec des pays comme l'Indonésie et l'Inde.

Pour l'Australie, l'accord AUKUS devait permettre le renouvellement de sa flotte de sous-marins et renforcer sa posture stratégique face à la montée en puissance de la Chine. Cependant, après plusieurs années de retard et de réajustements, la question de la livraison de ces sous-marins se pose désormais. L'incertitude sur le respect des délais, due à la priorité donnée par les États-Unis à leurs propres besoins en matière de défense et à la pandémie qui a ralenti la production industrielle, s'ajoute à un manque de visibilité sur la souveraineté des futurs sous-marins américains stationnés en Australie.

Les inquiétudes croissantes de l'Australie sur la livraison des sous-marins

Quatre ans après l'annonce du partenariat AUKUS, l'Australie commence à douter de la capacité des États-Unis à honorer les engagements pris. Alors que l'armée américaine se concentre sur ses propres besoins et capacités de défense, notamment en raison de la menace chinoise grandissante, il devient de plus en plus probable que l'Australie ne reçoive pas les sous-marins dans les délais prévus. Les autorités australiennes, inquiètes de ne pas disposer des capacités nécessaires à temps, pourraient même envisager de remettre en question leur stratégie de défense actuelle, voire de se tourner vers d'autres solutions pour protéger leurs intérêts dans la région indo-pacifique.

De plus, la perspective de recevoir des sous-marins nucléaires américains, potentiellement stationnés sous pavillon américain et contrôlés par des officiers et marins américains, soulève des questions sur la souveraineté de l'Australie et sur la nature réelle de l'engagement des États-Unis envers leurs alliés dans la région.

L'Indonésie et l'Inde : De nouveaux partenariats pour la France en Indo-Pacifique

En réponse à l'isolement diplomatique, la France a développé de nouveaux partenariats stratégiques dans la région indo-pacifique. Le renforcement des relations avec l'Indonésie, notamment, s'inscrit dans une logique de diversification de son influence dans la région.

L'Indonésie avec son positionnement géostratégique entre les océans Indien et Pacifique, est un partenaire clé pour la France. Les deux pays ont développé une coopération militaire renforcée, avec la commande par Jakarta d'avions de combat Rafale, ainsi que de sous-marins Scorpène, construits localement. Cette collaboration s'inscrit dans une logique de transfert de technologie, un élément crucial pour l'Indonésie désireuse de renforcer son autonomie en matière de défense.

L'Inde, constitue également un partenaire stratégique pour la France dans la région. Les ventes de Rafale à l'Inde, accompagnées de transferts de technologie, témoignent de l'importance de cette relation.

Une montée de la menace chinoise et de nouvelles dynamiques de défense

La montée de la Chine comme puissance dominante dans la région indo-pacifique demeure un défi majeur pour les pays de cette zone. Alors que Pékin continue d'étendre son influence militaire, notamment en mer de Chine méridionale, les États-Unis, la France et leurs alliés cherchent à adapter leurs stratégies de défense. Le développement de nouveaux systèmes d'armement, tels que les avions de combat de sixième génération, représente une réponse directe à cette menace.

Les États-Unis, en particulier, ont lancé le développement du F-47, un avion de combat de sixième génération, afin de rivaliser avec le J-22 chinois, une version avancée des avions de combat de l'armée de l'air chinoise. Ces nouvelles technologies, tant du côté américain que chinois, reflètent la compétition croissante pour la domination aérienne et maritime dans cette région stratégique.

En réponse à ces défis, la France cherche à maintenir une présence forte dans l'Indo-Pacifique, non seulement à travers ses relations bilatérales avec des pays comme l'Indonésie et l'Inde, mais aussi en soutenant les initiatives multilatérales, comme le partenariat stratégique avec l'ASEAN, pour contrer l'influence grandissante de la Chine.

Conclusion : L'incertitude sur l'Australie et ses choix stratégiques

En 2025, l'Australie se trouve dans une position délicate. Le pays pourrait se retrouver sans les sous-marins nucléaires promis par l'accord AUKUS, ce qui compromettrait sérieusement sa capacité à défendre ses intérêts dans la région indo-pacifique. La montée des tensions avec la Chine, combinée à l'incertitude quant à la livraison des sous-marins, force l'Australie à réévaluer sa stratégie de défense et ses partenariats militaires. Face à cette situation, la France, qui a su diversifier ses alliances dans la région, demeure un acteur stratégique potentiel pour l'Australie, en particulier dans un contexte où les États-Unis peinent à répondre aux attentes de leurs alliés. Si l'Australie prend du retard dans la modernisation de ses capacités militaires, il est probable qu'elle cherche de nouvelles solutions pour se protéger face à la menace chinoise, et la France pourrait bien jouer un rôle clé dans cette évolution.

CHINE, RUSSIE ET ÉTATS-UNIS : UN TRIANGLE GÉOPOLITIQUE SOUS TENSION

JOSEPH TEDESCHI

Le récent rapprochement entre Donald Trump et Vladimir Poutine place la Chine dans une position délicate, posant la question d'une potentielle fragilisation du couple Sino-russe. Moscou et Pékin réaffirment régulièrement pour les caméras, leur entente à l'image de l'appel entre Xi Jinping et Vladimir Poutine le 24 février. Cependant, la vitesse du rapprochement russo-américain semble troubler les équilibres établis.

Depuis l'invasion de l'Ukraine, la Chine s'est positionnée comme un soutien discret mais constant de la Russie, misant sur son influence pour jouer un rôle clé dans une éventuelle résolution du conflit. Mais le virage diplomatique opéré par l'administration Trump, qui abandonne la ligne traditionnelle américaine sur l'Ukraine, surprend autant l'Europe que Pékin. La Chine insiste donc sur la solidité de sa relation avec Moscou, qu'elle décrit comme autonome, indépendante des jeux d'alliances et des fluctuations internationales.

Toutefois, cette dynamique est non sans rappelée la visite secrète de Kissinger et Zhou Enlai en Chine en 1971 afin d'accélérer le rapprochement et les relations diplomatique entre les États-Unis et la République populaire de Chine. Ce parallèle historique, bien qu'inversé dans ce cas précis, nous montre comment ce presque-triangle amoureux, a le don de rebattre les cartes de la diplomaties mondiales.

Outre-Atlantique, l'attitude ambivalente de Washington alimente les interrogations. Pour la Chine, la position américaine sur l'Ukraine est paradoxalement rassurante : en appelant à un cessez-le-feu sans désigner de responsable ni évoquer les frontières d'avant 2022, Trump valide indirectement la ligne diplomatique portée par Pékin depuis 2022. Une victoire symbolique, mais fragile, car elle pourrait s'accompagner d'un retrait américain du dossier ukrainien pour se recentrer soit sur la confrontation avec la Chine, soit sur des priorités purement domestiques.

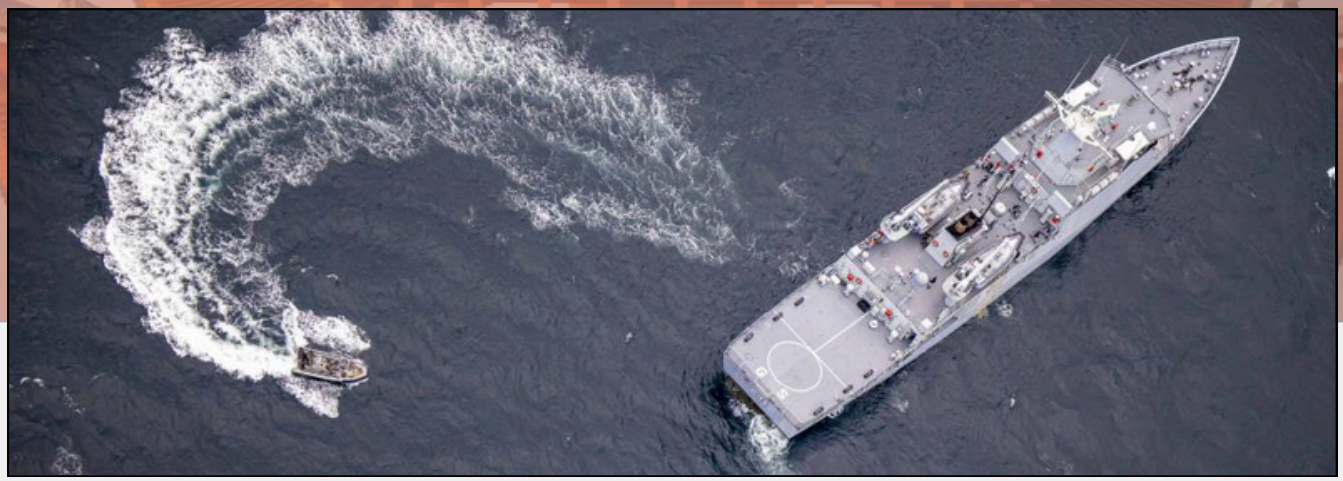
En définitive, la Chine fait face à une équation complexe. La relation sino-russe reste forte, mais la Russie cherche à élargir ses options. Si le rapprochement avec les États-Unis se confirme, Pékin risque de perdre son rôle d'intermédiaire privilégié. Face à une administration Trump imprévisible, tiraillée entre ambitions extérieures et repli national. Pékin doit désormais composer avec des signaux contradictoires et une nouvelle redistribution des cartes géopolitiques mondiales.

LA FRANCE EN ASIE-PACIFIQUE

ANTOINE ORIOL

Bilan de la mission aéronavale Clémenceau en Océan Pacifique :

La mission CLEMENCEAU 25 marque une première pour le groupe aéronaval français (GAN) avec un déploiement de deux mois dans l'océan Pacifique. Elle a renforcé la coopération avec les alliés de l'Indopacifique à travers plusieurs exercices militaires, notamment LA PEROUSE avec huit pays et PACIFIC STELLER avec les États-Unis et le Japon. Le GAN a mené des entraînements conjoints avec les marines philippines, singapouriennes et malaisiennes, renforçant l'interopérabilité. Cette mission illustre la capacité de la France à projeter sa puissance militaire et à défendre la liberté de circulation maritime et aérienne. Du 4 au 10 mars, le GAN, centré autour du porte-avions Charles de Gaulle, accompagné de son groupe aérien embarqué et de trois escorteurs, a fait escale à Singapour.



Les universités françaises au salon APAIE 2025

La France renforce sa présence en Asie-Pacifique à travers le salon APAIE 2025 à New Delhi (24-28 mars), où une trentaine d'établissements français participeront sous l'égide de Campus France. Cet événement vise à développer les partenariats académiques et la mobilité étudiante, notamment avec l'Inde, où la France ambitionne d'accueillir 30 000 étudiants d'ici 2030. Une Journée France-Inde est également prévue pour renforcer la coopération bilatérale. Une étude menée par Campus France montre l'impact positif des études en France sur les anciens élèves d'Asie-Pacifique, avec un fort taux d'insertion professionnelle. L'Asie-Pacifique reste la première région émettrice d'étudiants internationaux, avec une augmentation des mobilités vers la France en 2023-2024.

Accords France-Ouzbékistan

La coopération économique entre la France et l'Ouzbékistan s'intensifie après la visite du président ouzbek Shavkat Mirziyoyev à Paris. Des accords totalisant jusqu'à 12 milliards d'euros ont été signés, notamment dans les infrastructures, l'énergie et la gestion de l'eau. Des entreprises françaises comme Suez et Orano renforcent leur présence dans le pays. La Chambre de Commerce France-Ouzbékistan joue un rôle clé dans le développement des relations d'affaires. L'Ouzbékistan devient ainsi un partenaire stratégique pour les investissements français en Asie centrale.

ACCORD FRONTALIER KIRGHIZSTAN-TADJIKISTAN, LES PRÉMICES D'UN « ESPACE SCHENGEN » EN ASIE CENTRALE ?

Le 13 mars 2025, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont signé un accord transfrontalier crucial qui met un terme à un conflit de territoire, notamment au sujet du contrôle de l'eau, vieux d'une trentaine d'années.

LAURE MICHELOT

CRÉDIT PHOTO : VYACHESLAV OSELEDKO / AFP

Cet accord historique porte sur une nouvelle délimitation des frontières dans des régions disputées, notamment dans la vallée de Ferghana, zone stratégique. Il prévoit des échanges de territoires et des accords sur l'accès aux ressources hydriques partagées. L'objectif principal est de renforcer la stabilité et la coopération entre les deux pays.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) mais surtout l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), composée notamment de la Chine, de la Russie, de l'Iran, de l'Inde et des pays d'Asie centrale, se sont réjouies de la signature du traité. Cet enthousiasme s'explique par les intérêts que les pays tiers peuvent avoir dans la région. La Chine, par exemple, est frontalière de ces deux pays et y est un acteur majeur en finançant les « nouvelles routes de la soie », projet important d'infrastructures pour désenclaver cette région montagneuse et faciliter le commerce vers l'Europe. Dans cette optique et suite à l'annonce de la signature de l'accord, le Président kirghiz a exprimé son souhait de voir être mise en place une zone de libre circulation en Asie centrale, similaire à l'espace Schengen.

Les enjeux de la création d'une telle zone sont multiples. D'une part, cela favoriserait les échanges économiques et, d'autre part, ceux « humains » car les liens ethniques transfrontaliers dans la région sont très forts et le découpage territorial établi suite à la chute de l'union soviétique ne collait pas avec cette réalité ethnique. Par ailleurs, selon Michaël Levystone, cet espace constituerait un intérêt pour les acteurs internationaux en ce que l'Asie centrale est un carrefour stratégique, entre la Russie au nord, la Chine et particulièrement sa région du Xinjiang à l'est, l'Afghanistan au sud et un pays comme l'Iran à l'ouest.

Si les frontières de l'Asie centrale venaient à être « abolies » au profit d'une zone de libre circulation, des acteurs extérieurs pourraient ainsi obtenir des informations sur ces différentes puissances, leur permettant d'être au courant de ce que ces puissances font et d'anticiper certaines évolutions géopolitiques, voire technologiques.